

Dans la seconde au contraire, la colonie, britannique politiquement, devient évidemment un satellite économique des Etats-Unis.

Ces deux tendances ont toujours existé au Canada, et cela se conçoit si l'on analyse les divers intérêts. L'Est canadien (Montréal, Toronto), plus ancien, plus riche en capitaux et en traditions, se trouve mûr pour un développement industriel propre. Il redoute la concurrence américaine et désire avant tout conserver la clientèle de l'Ouest, qui lui échapperait s'il y avait libre-échange de fait dans l'Amérique du Nord.

L'Ouest canadien, au contraire (Manitoba, Alberta, Saskatchewan), a des intérêts absolument opposés. Il vend du blé—ce pour quoi toute protection lui est complètement inutile. Bien plus, le cultivateur de la prairie a tout avantage à acheter ses produits manufacturés (machines, outils) aux Etats-Unis: il y gagne comme bon marché et comme commodité. Jetez un simple coup d'oeil sur la carte, il vous apparaîtra comme évident que Winnipeg regarde naturellement vers Saint-Paul et Chicago, plutôt que vers Toronto et Montréal. C'est la direction nord-sud dont nous parlions tout-à-l'heure.

A première vue, il ne s'agit là que d'un problème économique. En réalité, c'est un problème politique aussi. L'unité canadienne est en somme factice. Entre l'Est et l'Ouest, la distance matérielle et morale est énorme. Quand on va en chemin de fer de Toronto à Winnipeg, on traverse, pendant quarante-huit heures, une région quasi déserte. Et quand on arrive à Winnipeg, on arrive dans une atmosphère purement américaine au milieu d'une population bigarrée, s'éle-

ments proprement britanniques tiennent une place de plus en plus restreinte. Dans ces conditions, l'unité canadienne apparaît indéniablement fragile.

Les Canadiens de l'Est le savent bien, et leur politique traditionnelle a tendu à créer un Canada économiquement autonome et économiquement distinct des Etats-Unis. De fait, la politique douanière au Canada a jusqu'ici été invariablement protectionniste. Les libéraux se déclaraient bien partisans de la réciprocité américaine, mais c'était manifestement une mauvaise plate-forme (!), au moins dans les temps où le développement de l'Ouest existait à peine. Lors de leur accession au pouvoir, en 1896, ils ont fait sans doute une tentative dans ce sens. Mais très vite, devant une rebuffade des Etats-Unis, ils se sont engagés dans la voie de la préférence britannique et des traités de commerce avec l'Europe.

La situation cependant n'a pas manqué de changer dans la mesure même où l'Ouest grandissait. Vers 1910, les réclamations de l'Ouest canadien en faveur d'un régime de libre-échange se faisaient de plus en plus instantes. En même temps, l'intransigeance protectionniste des Etats-Unis subissait une sorte de détente. Sir Wilfrid Laurier crut pouvoir répondre aux avances qui lui venaient de Washington. Entre les deux gouvernements fut signé un traité de commerce qui assurait, entre les deux pays, un libre-échange de fait pour les produits agricoles.

L'Ouest canadien exultait. Mais la protestation de l'Est fut la plus forte. Le pays manifestement redoutait dans la réciprocité la préface d'une politique annexionniste. Telle n'était évi-